

L'Armée a abattu Ben Bella au moment où il pouvait se passer d'elle

ABMED BEN BELLA a été chassé du pouvoir par l'armée. Voilà à peu près la seule certitude, au moment où nous mettons sous presse.

Ce pouvoir, l'Armée nationale populaire du colonel Boumedienne donne l'impression qu'elle ignore encore ce qu'elle en fera — et même si elle le conservera (peut-être faute de trouver à qui le rendre) — ou à qui elle le remettra.

Le parti militaire — Boumedienne, le ministre des Affaires étrangères Bouteflika et un petit nombre d'hommes — sait désormais comment on fait pour mettre en échec le pouvoir civil. Jusqu'au soir du 18 juin, il contrôlait seulement, faisait pression. Il subissait lui-même la volonté de Ben Bella animant un parti faible et un Etat fragile, marqués de ce péché originel d'avoir été fondés sur la *destruction* d'un premier pouvoir civil (le G.P.R.A.) et d'une armée de civils insurgés (les maquis) issus l'un et l'autre de la lutte révolutionnaire.

Maintenant, l'armée a fait l'expérience de sa force. Elle ne s'est pas contentée de menacer, d'exiger ou d'interdire. Elle a agi. Elle est devenue complètement un instrument politique. Quand et pourquoi cesserait-elle de l'être ? Faudra-t-il attendre qu'elle se brise à son tour, parce qu'elle aura pris en charge des difficultés et des contradictions que le président de la République algérienne avait tour à tour dominées, déjouées ou escamotées ?

Pas de solution bourgeoise

Le colonel Boumedienne le sait-il ? Son armée n'est pas aimée. Respectée sans doute. Mais sans cette adhésion que les ruraux français du siècle dernier apportèrent à une armée en qui ils voyaient l'ultime garantie de leur possession de la terre.

C'est que les tâches de la révolution algérienne — qui entre dans une nouvelle phase sans que ses problèmes essentiels aient changé — n'apparaissent en rien comparables aux tâches de la

société bourgeoise du 19^e siècle. Boumedienne offrirait-il le pouvoir à Ferhat Abbas et à Abderrahmane Farès, que ces représentants de « l'opposition bourgeoise » à Ben Bella seraient bien incapables d'industrialiser le pays, d'élever les rendements de l'agriculture et d'en commercialiser les produits, d'assurer enfin l'indépendance. Au contraire, le seul destin qui puisse être promis à une Algérie bourgeoise serait de présider à une *recolonisation*, probablement sous la forme d'investissements privés étrangers massifs.



(Photo A.D.P.)

Les amis d'hier

Il est donc évident qu'il n'existe pas de solution de rechange bourgeoise qui puisse être opposée à la formule que Ben Bella (à tâtons et non sans creuser à l'avance sa propre tombe politique) avait

édifiée. Cela est si vrai que l'ancienne droite du F.L.N. avait fini par s'incliner. Abbas et Farès, en conséquence, avaient été remis en liberté.

Un pouvoir civil indépendant

Ce problème, de la droite nationaliste étant réglé, un accord était intervenu aussitôt avec une autre opposition, qui se situait politiquement à gauche et, plus encore, géographiquement en Kabylie : le « Front des Forces Socialistes ».

Or, trois jours plus tard, c'était le coup de force militaire.

Il y a, ici au moins, une évidence. La « réconciliation nationale » que Ben Bella amorçait avec Abbas et Farès d'une part, le F.F.S. de l'autre, allait lui permettre de disposer d'une *base politique civile*. Il allait pouvoir se passer de l'appui, de la caution — et de la tutelle — de l'Armée nationale populaire. Son pouvoir avait une chance d'émancipation, d'indépendance vis-à-vis des militaires. Or Ben Bella était déjà en conflit avec l'un de ses ministres, Bouteflika, qui est l'un des hommes de l'armée. Celle-ci a voulu empêcher que Ben Bella gouverne sans elle, sinon contre elle.

Boumedienne n'a pas voulu s'adapter

Les rumeurs disent que Ben Bella s'apprêtait à faire arrêter Bouteflika et Boumedienne, qu'il aurait même livré Bouteflika à une police, celle de Slimane, qui agit de concert avec l'armée. Il faut évidemment se méfier des rumeurs, même les plus dignes d'attention. Mais, que le conflit ait ou non déjà éclaté entre le président de la République et les hommes de l'A.N.P., il est indéniable que la libération des chefs de la droite, l'accord avec le F.F.S., les négociations engagées sur de nouvelles mesures de grâce en faveur d'Aït Ahmed (le chef du F.F.S.), tout cela mettait l'armée devant une situation nouvelle.

Pour la première fois, elle allait devoir traiter avec un pouvoir civil qui, en s'émancipant, exigerait sans nul doute la subordination des militaires. Jusqu'à présent, c'est l'armée qui, depuis plus de trois ans, avait dicté sa loi. Elle avait inspiré et aidé le scandaleux naufrage du G.P.R.A. Elle avait obtenu que la résistance intérieure fût dispersée et humiliée. Elle s'était taillé dans l'économie du pays une part disproportionnée à son utilité réelle. Elle avait coupé toute possibilité de compromis avec la

rébellion kabyle. Récemment encore, elle avait exigé que Ben Bella lui sacrifie, avec Mohamed Harbi et l'équipe de « Révolution Africaine », son aile marxisante.

Brusquement, cette longue et jalouse emprise militaire sur l'Etat allait devenir une histoire du passé. Au lieu d'accepter le fait nouveau, de commencer à s'y adapter — comme Ben Bella lui-même s'était adapté à la cohabitation avec l'armée sans renoncer à un programme socialiste, à l'autogestion en particulier — Boumedienne a préféré frapper.

La conférence et le pétrole

Tant qu'on ignorera ce qui était en discussion, depuis une quinzaine de jours, entre Ben Bella et Boumedienne, Ben Bella et Bouteflika, en particulier vendredi, la veille du putsch, on ne pourra dire quel était le contenu exact du conflit.

Deux échéances étaient imminentes : la conférence afro-asiatique et la conclusion de l'accord pétrolier avec la France. La conférence (suivie, en juillet, d'une visite de Ben Bella en France) allait donner incontestablement un surcroît de prestige au président de la République. Mais cela n'éclaircit nullement le contenu du putsch, car il fut un temps où, pour l'armée, le prestige de Ben Bella constituait un élément tolérable et même positif.

L'accord pétrolier avec la France allait engager l'Algérie pour de longues années dans une coopération dont les termes pourraient n'être plus révisables à moins d'un coup de force. La rumeur — encore elle — dit que, depuis un mois, « de Gaulle avait lâché Ben Bella ». On insinue par là : ou bien que Paris ne serait pas étranger au putsch — ce qui n'est étayé par aucune présomption sérieuse — ou bien que l'arrière-pensée plus ou moins claire d'hommes comme Bouteflika et Boumedienne était de s'engager dans une épreuve de force pétrolière (à la manière de Mossadegh, autrefois, en Iran, ou de Nasser pour le canal de Suez). Pour le moment, il ne s'agit que d'hypothèses, dont aucune n'a reçu le plus petit commencement de preuve.

Le benbellisme et les masses

Ce qui n'est pas hypothétique, au contraire, c'est que, après un moment d'incrédulité et de stupeur, des manifestations, sporadiques certes, parfois violentes, ont eu lieu, toutes en faveur de Ben Bella, toutes spontanées. Le benbellisme n'est pas un parti organisé, mais un produit et un facteur de la décomposition du parti qui conquiert l'indé-

pendance. Le benbellisme est à peine un courant politique, aux contours indécis, entraînant surtout des cadres populaires (syndicalistes, communistes ralliés, responsables de l'autogestion rurale, maquisards convertis en fonctionnaires). Pourtant, des jeunes, des chômeurs, des femmes s'emparent de ce benbellisme, dont ils font une protestation contre les méthodes et les prétentions du parti militaire. Un peu, semble-t-il, à la manière dont la gauche populaire, ce qui allait devenir le « babouvisme », se découvrait soudain robespierriste après le 9 Thermidor (alors que Babeuf, aupa-

ravant, avait souhaité la chute de Robespierre).

Le pesant secret, le silence, la censure que l'armée victorieuse fait peser sur les événements, voilà qui indique à la fois que les maîtres provisoires du pouvoir n'ont pas de programme et que la crise ne fait que commencer. Dans cette crise, le peuple algérien pèse d'abord d'un poids très douteux. Mais plus elle se prolongera, plus les désirs fondamentaux des masses s'exprimeront clairement.

Paul Parisot.